

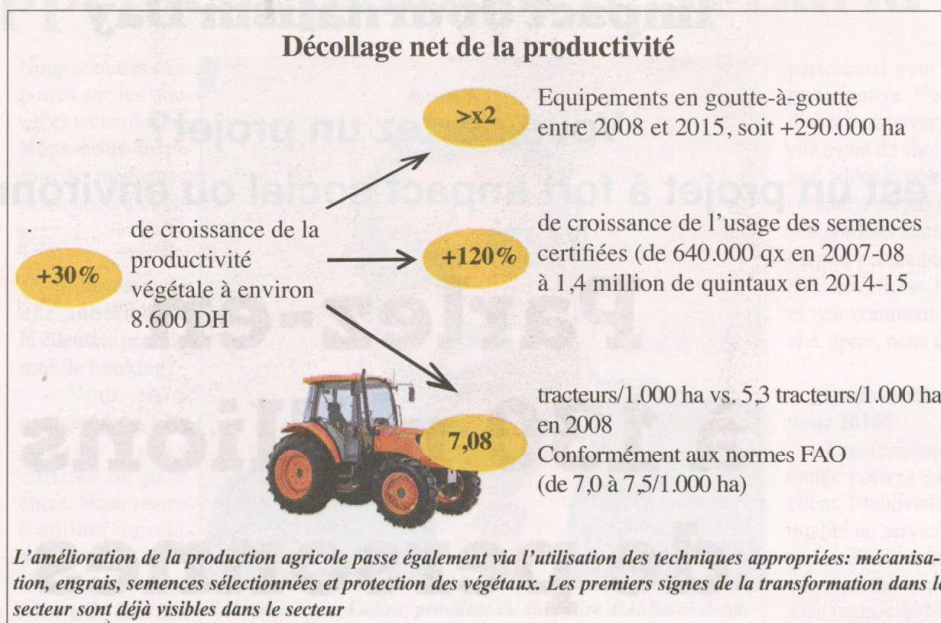
Le Plan Maroc Vert en vitesse de croisière

- Le PIB agricole croît en moyenne de 7,7% par an
- 9 millions de ruraux dépendent de l'agriculture
- 96 milliards de DH investis en sept ans

À moins de cinq ans de l'échéance du Plan Maroc vert (PMV), l'heure est au bilan. Pour le ministre de l'Agriculture Aziz Akhannouch, les avancées enregistrées dans le secteur agricole depuis le lancement du programme en 2008 sont plus que probantes. Le plan passe désormais à la vitesse supérieure. Le PIB agricole s'est nettement amélioré en sept ans en enregistrant une croissance moyenne annuelle de 7,7%. Il a dépassé 118 milliards de DH en 2015 (contre 75 milliards de DH en 2008). Le défi de doubler le PIB agricole à horizon 2020 pourrait être relevé avant l'échéance du programme. Le vœu de sortir du schéma de la production brute et de se diriger vers plus de création de valeur ajoutée se concrétise. D'ailleurs, celle-ci s'est accélérée à 12% du PIB global. Elle culmine à 16% du PIB avec l'industrie agroalimentaire. Cela marque ainsi avec les tendances historiques du secteur où la valeur ajoutée se limitait à 5%.

De plus et tout le monde en convient, le secteur agricole constitue un poids économique et social colossal. Premier pourvoyeur en main d'œuvre, plus de 9 millions de ruraux dépendent de l'agriculture. Elle représente ainsi un des enjeux majeurs en termes sociaux, de consommation et de développement durable. Sans oublier sa contribution décisive aux grands équilibres macroéconomiques et la balance commerciale du pays. Le secteur pèse 11% des exportations nationales (19% en y intégrant l'agriculture et la pêche). Selon le ministère, le niveau des expéditions agricoles a été boosté de 40% (durant la période 2008-2014), pour atteindre 21 milliards de DH en 2014.

Après s'être longtemps consacré à la production agricole, cette nouvelle politique sectorielle se penche également sur l'accélération de la valorisation de différentes filières, un des maillons faibles du secteur. L'organisation par filière constitue du coup, la trame de fond de la deuxième phase du PMV. D'où, les contrats-programmes signés entre l'Etat et les interprofessions concernées. Ce qui devait impulser une nouvelle dynamique



d'investissement au niveau national. Ce pari stratégique a permis de propulser les investissements publics et privés. Ceux-ci ont été multipliés par 1,9 entre 2008 et 2015, représentant une enveloppe de plus de 96 milliards de DH. La hausse notable de l'implication des bailleurs de fonds au financement du secteur agricole (à hauteur de 21 milliards de DH) et l'impulsion opérée par l'Etat à travers le Fonds de développement agricole y ont beaucoup contribué. Dans la continuité des projets menés par Feu Hassan II, les mesures du PMV visent également

à contrer la raréfaction des ressources hydriques. D'ailleurs, les efforts relatifs à la généralisation des techniques d'irrigation ont permis d'économiser 400 millions de m³, à travers la mise en place de 5 barrages moyens. Mais l'amélioration de la production agricole passe également via l'utilisation des techniques appropriées: mécanisation, engrais, semences sélectionnées et protection des végétaux. D'ailleurs, les premiers signes de la transformation dans le secteur sont déjà visibles dans le secteur. (voire information)

commercialisation ont contribué à la hausse soutenue (x3) des exportations en Argan depuis 2008. Aussi, l'agriculture solidaire a bénéficié d'une attention particulière en ce qui concerne le renforcement des capacités des coopératives agricoles. Vu les avancées réalisées, le programme se consacrera davantage à la pérennisation des projets lancés. □

A.Lo

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com